

www.lapresseaffaires.com

AFFAIRES

La Presse

S&P / TSX 6779,34 52,94 0,8%	TSX CROISSANCE 1079,53 1,12 0,1%	S&P / TSX 60 385,69 3,34 0,9%	NASDAQ CANADA 268,55 -0,46 -0,2%	NASDAQ 1507,55 17,68 1,2%	DOW JONES 8594,02 77,59 0,9%	S&P 500 931,87 8,45 0,9%	OR 368,10 \$US -3,90 -1,0%	PÉTROLE 27,11 \$US -0,24 -0,9%	DOLLAR 72,69 CUS -1,33 62,15 CEURO -1,22
--	--	---	--	---	--	--	--	--	---

CAHIER D

LA PRESSE

MONTRÉAL

VENDREDI 23 MAI 2003

BOURSES



Photo MICHEL GRAVEL, Archives La Presse ©
Jean-Robert Ouimet S' cède les rênes...

Ouimet-Cordon Bleu: le fils rachète l'entreprise

FRANCIS VAILLES

CHANGEMENT de garde complet chez Ouimet-Cordon Bleu : le plus jeune fils de la famille Ouimet vient de racheter l'entreprise des mains de son père, Jean-Robert Ouimet Sr.

Le célèbre fabricant de produits alimentaires d'Anjou, dans l'est de l'île de Montréal, était dirigé par M. Ouimet depuis 1963. La passation des pouvoirs et la vente de l'entreprise a officiellement eu lieu le 25 avril. C'est Jean-Robert Ouimet Jr, âgé de 34 ans, qui est maintenant président du conseil d'administration, président et chef de la direction et unique actionnaire des Aliments Ouimet-Cordon Bleu.

L'entreprise de la famille Ouimet s'est notamment fait connaître avec ses ragoûts de boulettes Cordon Bleu, mais également avec les entreprises qu'elle a achetées au fil des années, notamment Clark (les fèves au lard) et Paris Pâté.

Voir OUIMET en D2



Photo AP ©

Les déclarations de Conrad Black propulsent l'action de Hollinger

Le magnat de la presse Conrad Black a annoncé hier qu'il allait vendre plusieurs millions d'actions de Hollinger à des investisseurs institutionnels. Il a dit aussi vouloir éventuellement renoncer à ses actions avec droit de vote multiple, une décision qui a propulsé le cours de Hollinger en Bourse. Les investisseurs ont fait grimper le titre de 45 cents à la Bourse de Toronto. L'action a terminé la journée d'hier à 4,40 \$ après un gain de près de 12 %. Sur la photo, M. Black était accompagné de sa femme, Barbara Amiel. D'autres informations en D5.

Le huard plonge de 1,33 cent US

L'inflation ralentit en avril, réduisant le besoin d'une hausse des taux d'intérêt

RICHARD DUPAUL

Le dollar canadien, qui franchissait pour la première fois en six ans le seuil des 74 cents US mardi, a plongé brusquement d'un cent et un tiers hier en réaction au soudain ralentissement de l'inflation qui réduit considérablement la possibilité d'une hausse des taux d'intérêt l'été prochain.

L'indice des prix à la consommation (IPC), qui avait grimpé de 4,3 % (taux annuel) en mars avec la flambée des prix du pétrole, a augmenté de seulement de 3 % en avril, son rythme le plus faible depuis l'automne dernier, a annoncé Statistique Canada en matinée.

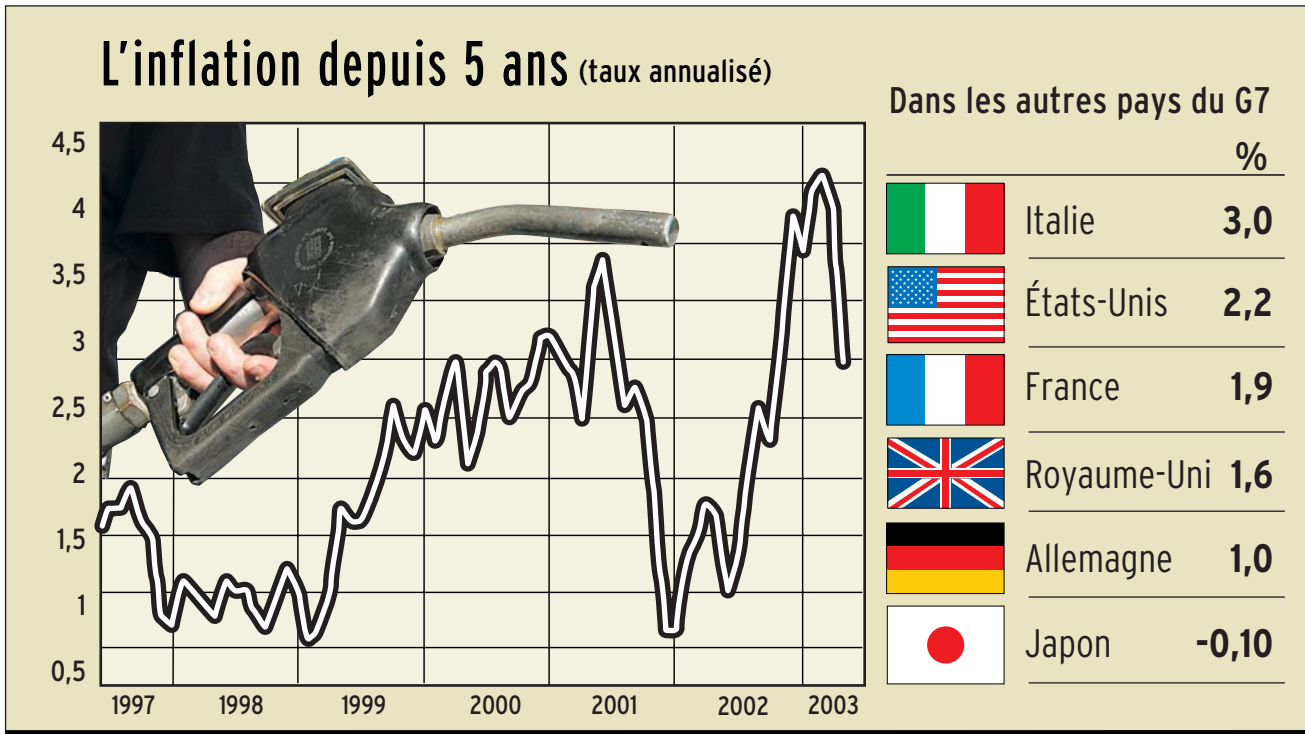
Or, ce recul provoqué surtout par la chute du prix de l'essence, serait suffisant pour inciter la Banque du Canada à attendre à l'automne, ou même à plus tard avant de hausser les taux d'intérêt pour prévenir une surchauffe économique, estiment les économistes.

« Les données sur l'inflation ont virtuellement éliminé le scénario d'une hausse de taux au cours des prochains mois », affirme Warren Lovely, économiste chez Marchés mondiaux CIBC.

Mais les perspectives d'une stabilité des taux ont littéralement coupé les ailes au huard hier, qui clôturait à 72,69 cents US, en baisse de 1,33 cent US. La devise canadienne a aussi perdu du terrain par rapport à l'euro, glissant de 122 centièmes, à 62,15 cents euro.

« Certains spéculateurs, qui ont acheté la devise canadienne en misant sur de nouvelles hausses de taux à court terme, ont été pris de court (...) et ils ont saisi l'occasion pour encaisser leurs profits », explique François Barrière, chef cambiste chez BNP Paribas.

L'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains, qui atteint environ 200 centièmes pour certains échéances, a grandement contribué à l'envolée récente du huard, qui affichait avant la séance d'hier un gain de plus de 16 % depuis le



Source : Bloomberg

1^{er} janvier. Or, face à la possibilité que cet écart en faveur du Canada reste inchangé ou diminue si l'économie américaine se redresse plus rapidement, le dollar canadien perd de son attrait aux yeux des investisseurs internationaux.

M. Barrière considère toutefois le soudain plongeon du huard comme une « correction passagère » et, après une période possible de stagnation l'été prochain, il croit que la devise canadienne reprendra son ascension.

Hausse surprise

Volontairement ou non, le gouverneur adjoint de la Banque du Canada, Paul Jenkins, a contribué à la volte-face de la monnaie canadienne. Devant un groupe de gens d'affaires de Toronto, M. Jenkins a admis en matinée que l'envolée spectaculaire du dollar canadien a surpassé les attentes des autorités monétaires, si bien que celles-ci doivent refaire leurs calculs pour mesurer l'impact du taux de change sur l'économie.

« L'ampleur et la vitesse de la hausse du dollar canadien ont été plus importantes que ce que tout le monde avait prédit », a déclaré le responsable.

Mercredi, le président des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Buzz Hargrove, a écrit au gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, pour l'implorer d'intervenir, qualifiant la hausse du huard de « destructive » pour l'économie.

La hausse de 3 % de l'IPC en avril (sur une période de 12 mois) se compare à des taux d'inflation de 4,3 % en mars et 4,6 % en février.

« Une chute significative des prix de l'essence de mars à avril a été le facteur principal à l'origine de ce ralentissement », explique Statistique Canada. Le prix du carburant a augmenté de 4,1 % par rapport à avril 2002, comparativement à un bond annuel de 22,1 % en mars dans la foulée des premiers bombardements américains en Irak.

L'IPC sans l'énergie, qui avait grimpé de 3,2 % en mars, a d'ailleurs enregistré une hausse plus modeste le mois suivant, soit de 2,7 %. L'inflation de « base » (qui exclut les prix volatils de l'énergie et des aliments entre autres) s'est établie à 2,1 %, comparativement à 3,1 % en mars et 2,9 % en février.

Ce résultat cadre avec les objec-

tifs de la Banque du Canada, qui veut absolument maintenir l'inflation de base à l'intérieur d'une fourchette de 1 à 3 %.

« Même en excluant les facteurs ponctuels, les données sont meilleures que prévu et marquent un revirement dans le paysage inflationniste canadien », estime Douglas Porter, économiste principal chez BMO Nesbitt Burns.

Sur une base mensuelle, l'inflation a diminué de 0,7 % en avril, soit la plus forte baisse depuis novembre 2001, alors que les économistes misaient sur un repli plus modéré de 0,2 %.

« À moins d'avoir un autre choc de prix, l'inflation au Canada devrait demeurer à l'intérieur des fourchettes cibles de la Banque du Canada (...) Dans ce contexte, la Banque laissera son taux directeur (actuellement à 3,25 %) inchangé jusqu'à l'automne », prédit Lucie Tremblay, économiste principal chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Selon elle, la banque centrale disposera alors de plus d'informations pour évaluer l'évolution de l'économie américaine et, par conséquent, son impact sur la demande au Canada.

Hydro-Québec est libre d'augmenter ses tarifs

HÉLÈNE BARIL

LA RÉGIE de l'énergie donne le feu vert à Hydro-Québec Distribution pour augmenter ses tarifs à partir du 1^{er} avril 2004. De combien ? On le saura seulement le 14 août, alors que la société d'État devra préciser ses intentions à la Régie.

Dans sa décision rendue publique hier, la Régie a toutefois rejeté certains des arguments des dirigeants d'Hydro-Québec Distribution, et lui accordé un taux de rendement de 9,4 %, soit un taux inférieur au 10,6 % qu'ils réclamaient.

Les activités d'Hydro-Québec Distribution sont déficitaires, contrairement à celles des autres divisions d'Hydro-Québec (Production et Transport). Pour la rentabiliser et réaliser un taux de rendement de 9,4 % sur les activités de distribution d'électricité, il faudrait une augmentation de revenus considérable, de l'ordre de 700 à 800 millions de dollars, selon les estimations qui ont été évoquées devant la Régie au cours de la première phase des audiences sur les tarifs d'Hydro-Québec, qui a eu lieu en février et mars derniers.

Les tarifs d'électricité sont gelés depuis 1998. Malgré cela, les profits d'Hydro-Québec ne cessent d'augmenter. Au premier trimestre

de l'exercice en cours, son profit net a dépassé le milliard, soit autant en trois mois que pendant tout l'exercice précédent.

Plusieurs intervenants s'étaient vivement opposés devant la Régie aux demandes d'Hydro-Québec pour sa division Distribution. Par exemple, l'Union des consommateurs a plaidé que le taux de rendement autorisé à Hydro-Québec Distribution devrait plutôt être entre zéro et 5,5 %, soit le taux d'intérêt des obligations à long terme du gouvernement du Québec.

La décision de la Régie a été accueillie avec consternation à l'Union des consommateurs du Québec (UCQ). « On est amèrement déçus », a commenté Charles Tanguay. Selon lui, la Régie a failli à sa tâche de protéger les intérêts des consommateurs en s'en tenant strictement au cadre fixé par sa loi constitutive.

L'UCQ a toujours dénoncé la loi 116 qui a permis de scinder Hydro-Québec en trois entités (production, distribution et transport) et qui a imposé un cadre réglementaire « bidon ».

« La table est mise pour de fortes hausses des tarifs d'électricité », estime le porte-parole de l'Union des consommateurs.

Voir HYDRO-QUÉBEC en D2

AUJOURD'HUI

Pauline Marois réagit aux changements à la SGF

En forçant la Société générale de financement (SGF) à se retirer de certains engagements déjà pris, le premier ministre Jean Charest joue la crédibilité du Québec auprès des milieux financiers étrangers, prévient l'aspirante à la direction du Parti québécois, Pauline Marois. *Page 3*

Celestica se prépare au retour de jours meilleurs

Celestica est une entreprise dont le bilan est extrêmement solide. Elle est très bien positionnée pour profiter de la reprise, lorsqu'elle se concrétisera enfin, croit un analyste. Notre profil boursier. *Page 4*

Coup dur pour les TCA

Le constructeur DaimlerChrysler AG abandonne un projet de 1,6 milliard de dollars portant sur une nouvelle usine d'assemblage à Windsor, en Ontario, et qui aurait créé 2500 emplois. *Page 10*

ADAPTATION

LIBRE ET

AGITÉE

Dostoïevski / Frank Castorf

Volkstheater

am Rosa-Luxemburg-Platz BERLIN

Humiliés et offensés

10^e édition – du 22 mai au 8 juin

La Presse

www.fta.qc.ca

Info-Festival (514) 871-2224

HYDRO-QUÉBEC

Suite de la page D1

Il se demande même si ça vaut encore la peine de participer à la deuxième phase des travaux de la Régie de l'énergie.

Par contre, le vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), Richard Fahey, est tout à fait satisfait de la décision de la Régie. « C'est une excellente décision pour la FCEI, on a obtenu 85 % de ce qu'on demandait », a-t-il dit.

Richard Fahey est particulièrement satisfait que la Régie ait revu à la baisse les prétentions d'Hydro-Québec Distribution quant à sa structure de capital. Hydro voulait 68,5 % d'emprunts et 31,5 % en capitaux propres, alors que la Régie a tranché pour 65 % en emprunts et 35 % en capitaux.

La différence de 3,5 % en emprunts représente des milliards de dollars, estime le porte-parole de la FCEI. « Ça veut dire qu'Hydro ne pourra pas faire assumer le coût de plus que 65 % d'emprunts par ses clients et ça réduit la pression sur les hausses de tarifs », a-t-il expliqué.

La Régie a aussi demandé à Hydro-Québec Distribution de lui soumettre des mesures concrètes pour réduire ses coûts de fonctionnement, ce qui réjouit la FCEI.

L'organisme qui représente les petites entreprises a eu moins de succès avec son plaidoyer pour réduire l'interfinancement entre les catégories de tarifs d'Hydro-Québec, qui font que les entreprises subventionnent indirectement les consommateurs résidentiels.

Les commissaires ont jugé que la loi ne leur permet pas de toucher au principe de l'interfinancement.

Mais Richard Fahey n'en démord pas. « Nous, on prétend qu'Hydro ne pourra pas augmenter sa rentabilité sans corriger l'interfinancement », a-t-il soutenu. La FCEI entend porter sa cause devant le ministre des Ressources naturelles, Sam Hamad.

Hydro-Québec n'a pas voulu commenter la décision de la Régie de l'énergie. La société d'État doit préciser à la Régie la hausse de tarifs qu'elle réclame avant le 14 août. Des audiences publiques auront lieu du 10 novembre au 5 décembre.

ÉCONO FLASHES

BioMep | 8,5 millions en capital-risque

LA SOCIÉTÉ de biotechnologie BioMep a convaincu le Fonds de solidarité FTQ, T₂C₂/Bio et Innovatech Montréal de lui prêter un total de 8,5 millions de dollars en capital-risque. Cette somme permettra à l'entreprise de poursuivre ces activités de recherche et d'embaucher cinq techniciens et scientifiques supplémentaires. De plus, les quelque 25 employés de l'entreprise emménageront dans des nouveaux locaux d'ici quelques semaines. Au moment de franchir une nouvelle étape de son développement, BioMep a par ailleurs annoncé hier la nomination de Dominique Bridon, chef de la recherche et de la technologie de Conjuchem, comme président de son conseil d'administration. Fondée en 1997 par des professeurs de l'Université de Montréal, la société de biotechnologie se spécialise dans la mise au point de traitements pour les maladies osseuses comme le rachitisme et l'ostéoporose. Ses thérapies pourraient aussi trouver des applications en orthopédie ainsi qu'en chirurgie dentaire. C'est le profil des fondateurs et leur technologie « unique et prometteuse » qui ont convaincu le Fonds de solidarité d'investir, a souligné Jean-Denis Dubois, vice-président aux investissements en sciences de la vie de l'organisme. A lui seul, le Fonds FTQ fournira 3,4 millions, tandis que ses partenaires T₂C₂/Bio et Innovatech Montréal investiront respectivement 2,6 millions et 2,5 millions. — *Presse Canadienne*

TSO₃ | Les pertes augmentées

QUÉBEC — TSO₃, une firme qui développe des solutions en matière de stérilisation, a haussé ses pertes à 1,1 million de dollars, ou 4 cents par action, au cours du premier trimestre, comparativement à des pertes de 832 415 \$, ou 4 cents par action, un an plus tôt. La société fondée à Québec en 1998 affiche des revenus de 173 144 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars, principalement des revenus de placement et des crédits d'impôts à la recherche et développement. Les revenus de la période correspondante de 2002 s'élèvent à 121 773 \$. L'augmentation des revenus entre ces deux périodes s'explique principalement par la hausse des revenus d'intérêt due à l'augmentation des placements au cours de la dernière année. « Au cours du trimestre, TSO₃ a complété des étapes significatives en vue du lancement commercial de son premier produit, le stérilisateur à l'ozone 125L » souligne Jocelyn Vézina, PDG de TSO₃. Les frais de recherche et développement du trimestre, avant crédits d'impôts, se sont élevés à 397 362 \$ comparativement à 326 566 \$ un an plus tôt. La direction de l'entreprise explique l'augmentation de ce poste par l'intensification des travaux découlant de la demande de certification de la Food and Drug Administration de même que par les essais liés aux travaux en sites de référence que la société a entrepris entre les deux périodes. — *Presse Canadienne*

Groupe BMTC | Hausse des bénéfices

LE GROUPE BMTC, mieux connu sous le nom de Brault & Martineau et Ameublements Tanguay, a dévoilé hier une hausse de ses profits d'environ 30 % au premier trimestre de l'exercice financier 2003. Les profits de l'entreprise montréalaise se sont chiffrés à 2 395 000 \$, ou 11 cents par action, pour la période de trois mois terminée le 31 mars, comparativement à 1 814 000 \$, ou 7 cents par action, un an plus tôt. Au cours du trimestre, la société qui vend des meubles et des appareils électroniques et électroménagers dans plusieurs régions du Québec a généré des revenus de 171,3 millions, en légère hausse par rapport aux 170,8 millions de la période correspondante de 2002. La direction de BMTC indique qu'une dépense de rémunération additionnelle à la suite du coût des options a réduit le bénéfice par action de la société de 4 cents, à 11 cents en 2002. L'entreprise a par ailleurs l'intention de procéder, entre le 4 juin prochain et le 3 juin 2004 au plus tard, au renouvellement de son programme de rachat d'actions. — *Presse Canadienne*

Logibec | Les profits doublent

LOGIBEC Groupe Informatique a annoncé hier avoir plus que doublé ses profits et haussé ses revenus de 181 % au deuxième trimestre de l'exercice. Les profits trimestriels du fournisseur de progiciels de gestion d'informations atteignent 466 252 \$, ou 7 cents par action, comparativement à 210 601 \$, ou 5 cents par action, un an plus tôt. Les profits du semestre s'élèvent à 892 757 \$, ou 17 cents par action, comparativement à 472 474 \$, ou 11 cents par action, à la même période l'année dernière. La société montréalaise a par ailleurs déclaré des revenus de 6 485 230 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars, par rapport à 2 304 263 \$ pour la période équivalente de l'exercice antérieur. Les revenus cumulatifs pour le premier semestre s'établissent à 9 827 741 \$, soit une hausse de 105 % par rapport à la période correspondante l'an dernier. — *Presse Canadienne*

Norampac | Refinancement de 250 millions US

NORAMPAC a récemment procédé à une série de transactions dans le but de refinancer la quasi-totalité de ses marges de crédit. Plus précisément, Norampac a conclu un placement privé de 250 millions US de billets à terme 6,75 % par année venant à échéance en 2013, selon la section 4(2), Règle 144A et Règlement S, en vertu des dispositions du US Securities Act de 1933. La compagnie espère clôturer le placement privé mercredi prochain. À cette même date, elle conclura également une nouvelle entente de crédit rotatif d'un terme de cinq ans pour une somme de 350 millions. — *Pierre Bellemare*

AD OPT | Rachat d'une filiale de Mercury Scheduling

AD OPT Technologies, société de Montréal qui fournit des logiciels pour l'optimisation d'horaires de personnel, a conclu une entente définitive portant sur l'acquisition de Mercury Scheduling, la filiale d'exploitation de Mercury Scheduling Systems, pour 1,32 million de dollars en espèces. Cette transaction doit être approuvée par les actionnaires de Mercury et par la TSX Venture Exchange, et elle devrait être conclue le 30 juin. Les membres du conseil d'administration de Mercury recommanderont aux actionnaires de voter en faveur de cette acquisition. Selon les modalités de l'entente définitive, AD OPT recevra la gamme complète des logiciels de gestion d'équipages de lignes aériennes mis au point par Mercury, y compris Magellan, Nova et Nova OnLine. AD OPT ajoutera en sus 14 lignes aériennes à sa clientèle, absorbera les effectifs de Mercury pour compléter son équipe de professionnels et assumera des provisions pour une perte fiscale. — *Pierre Bellemare*

Nette amélioration prévue au deuxième semestre aux États-Unis

Reuters

WASHINGTON — L'économie des États-Unis connaîtra probablement au cours des mois à venir un raffermissement considérable et une croissance suffisamment rapide pour parvenir en fin d'année prochaine à une légère réduction du taux de chômage, d'après une étude publiée hier par la National Association for Business Economics (NABE).

Les 37 économistes d'entreprise interrogés par la NABE prévoient pour le deuxième semestre une croissance du produit intérieur brut (PIB) américain supérieure à 3 %, ce qui devrait permettre une amélioration de l'emploi.

Le taux de croissance n'a été que de 1,6 % au premier trimestre, soit une reprise à peine sensible par rapport au chiffre de 1,4 % relevé à la fin de l'année dernière. D'après les économistes, la croissance du

trimestre avril-juin semble légèrement supérieure.

Compte tenu d'un premier trimestre faible, les économistes de la NABE estiment que, sur l'ensemble de l'année, la croissance ne sera plus que de 2,3 % au lieu des 2,7 % avancés dans leur prévision précédente. Pour l'année prochaine, leur prévision de croissance reste inchangée à 3,6 %, ce qui correspond aussi aux estimations retenues par d'autres études récentes.

OUIMET

Suite de la page D1

À ces marques de commerce s'ajoute Esta. Fait rare pour une entreprise du Québec, l'entreprise en est à la troisième génération, ayant été fondée par Jean-René Ouimet en 1933, le père de Jean-Robert Sr.

Le nouveau venu connaît le tabac. Jean-Robert jr travaille pour l'entreprise depuis l'âge de 15 ans. Petit à petit, il a fait le tour de tous les départements (production, vente, marketing, etc.). En janvier 2002, le conseil d'administration a convenu de lui céder l'entreprise, mais le benjamin de la famille doit toutefois parfaire sa formation, ce qu'il a fait en marketing à l'Université Kellogg, de Chicago. Les trois autres enfants ne travaillent pas pour le compte de l'entreprise familiale.

Le 25 avril dernier, le fils revient au bercail et prend les rênes de l'entreprise, qui du même coup change de nom, passant de J.-R. Ouimet inc. à Aliments Ouimet-Cordon Bleu inc. Les employés ont réagi avec émotions au changement de garde, certains travaillant au côté du père depuis 35 ans.

L'ex-président de la Caisse de dépôt et placement, Jean Campeau, avait assuré l'intérim en attendant la venue du fils. Il ne fait plus partie du conseil d'administration de la nouvelle entité, pas plus que l'ex-PDG de Culinar, Gaétan Lusier. Le nouveau conseil est constitué de Jocelyn Tremblay, ex-PDG de la SAQ, de John R. Bell, consultant dans le secteur alimentaire, et de l'avocat André Morrisette, associé principal au cabinet Brouillette, Charpentier, Fortin. Jean-Robert sr, le père, a été nommé président honoraire du conseil.

Le fils a également entraîné avec lui Renauld Lachance, l'ex-directeur du bac de HEC Montréal, où il a étudié. M. Lachance est devenu vice-président, chef de l'exploitation et chef de la direction financière.

Rajeunir Cordon Bleu

La vente de l'entreprise, entièrement financée par des fonds extérieurs, inclut Cordon-Bleu International inc., mais ne comprend pas la société de l'ouest de l'île Tomasso Foods Corp., qu'a conservée le père. L'entité qui a changé de main compte quelque 130 employés et ses ventes s'élèvent à environ 75 millions de dollars, a indiqué Jean-Robert jr, avec qui nous avons eu une conversation téléphonique.

Feu vert à La Presse

La Presse

UN JUGEMENT de la Cour supérieure du Québec rendu plus tôt cette semaine permettra à *La Presse* de poursuivre sans obstacle les opérations visant le transfert des activités d'impression à la nouvelle usine de Transcontinental, en construction dans l'est de Montréal.

Le jugement en faveur de *La Presse* et du Syndicat des métiers et de l'imprimerie (CSN) a été rendu dans une cause qui les opposait à un groupe minoritaire d'employés de ce même syndicat. Ces derniers avaient déposé une action directe en nullité pour contester la validité d'une convention collective signée par le syndicat le 26 février 2002 et qui visait la sous-traitance du travail accompli par l'unité d'impression.

Dans son jugement, l'honorable John H. Gomery a confirmé la validité du projet d'impartition inclus dans la convention collective signée par le syndicat et autorisée par un vote majoritaire des employés à l'occasion d'une assemblée dûment convoquée. Le jugement reconnaît ainsi le voeu de la vaste majorité des employés syndiqués qui ont appuyé le projet d'impartition.

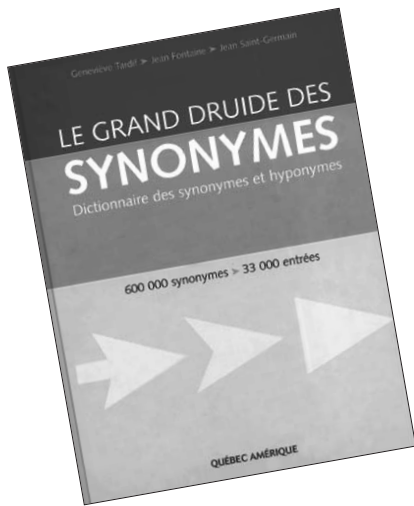
Donc, les échéanciers de lancement de *La Presse* avec sa nouvelle image et sa nouvelle qualité d'impression, prévu pour le début de l'automne, sont en tout point respectés.

Methanex Corporation

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée spéciale des actionnaires de Methanex Corporation a été convoquée le lundi 30 juin 2003. La date de clôture des registres pour cette assemblée est fixée au 30 mai 2003.

LA SUPERGRILLE DU MOIS

La Presse



QUÉBEC AMÉRIQUE

Voici les gagnants qui ont mérité le livre LE GRAND DRUIDE DES SYNONYMES et un t-shirt La Presse.

MME CLAUDETTE ARBOUR GRANDY MONTRÉAL-NORD MONTRÉAL	MME CÉCILE-HÉLÈNE DORÉ MONTRÉAL-NORD LA PRAIRIE	MME GINETTE LUSSIER LAVI MONTRÉAL
MME GAÉTANE BEAULIEU MONTRÉAL	MME ANGELE DUPRÉ MONTRÉAL	MME ISABELLE LUSSIER MONTRÉAL
MME DENISE BÉLANGER ABERCORN MONTRÉAL	M. YVES FARLEY SHERBROOKE	MME SUZANNE MAROUX ANJOUI
MME COLETTE BENGLE GAUCHER MONTRÉAL	MME MARTHE FONTAINE MÉTIS-SUR-MER	M. YVES MICHAUD SAINTÉ-AGATHE-DES-MONTS
MME MADELEINE BERGERON LACHINE	MME YOLANDE GARNEAU MONTRÉAL	MME MARIE-PAULE PÉPIN LAKSALLE
M. ANDRÉ BILODEAU SAINT-THÉRÈSE	MME JEANNINE GINGRAS MONTRÉAL	MME LÉANDRE PRÉVOST SAINT-THOMAS-D'ACHIN
M. FERNAND BOUCHARD NAPIERVILLE	MME SUZANNE GIROUX HULL	M. DANIEL RICHARD MONTRÉAL
MME GISELE BOULANGER MONTRÉAL	MME FLEURETTE GLOBENSKY LAVI	MME MARIE ROY BROSSARD
MME ANNE-MARIE BRAULT MONTRÉAL	MME ARLETTE GUILLEMIN LONGUEUIL	MME MARIE-CLAUDE SAINT-AMOUR SAINT-LÉONARD
M. GÉRAUD BRAZEAU SAINT-JÉRÔME	MME JEANNINE HAMEL IBERVILLE	MME MADELEINE D. SAVAGE SAINT-LAMBERT
MME JEANNE BRUNELLE NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES	M. JEAN-PIERRE LAFLEUR ANJOUI	MME LUCILLE C. SIMARD ANJOUI
MME RACHÈL CAILLIER KATEVILLE	MME LISE LALONDE ROSEMÈRE	MME ALICE THIBAUT SAINT-LÉONARD
MME JEANNE D'ARC CHAINEY BELLÉFleur	MME FRANCINE LATENDRESSE SAINT-JEAN-DE-MATHA	M. CLAUDE VADNAIS SAINT-CHARLES-BORROMÉE
MME HÉLÈNE COURCHESNE SAINT-NICÉPHORE	M. MAURICE LAVOIE MONTRÉAL	M. JEAN VAILLANCOURT HULL
M. JULIEN COURVILLE MONTRÉAL	MME LAURENCE LECOMTE MONTRÉAL	MME MARIELLE B. VALIQUETTE LAVI
MME RACHÈL DAIGLE SAINT-LÉONARD	MME LOUISE M. LEGAULT VALLEYFIELD	MME PIERRETTE VIEL RIVIÈRE-DU-LOUP
M. FERNAND DELAGE TERREBONNE	MME RENÉE LESSARD REPERTIGNY	

« Merci à tous ceux et celles qui ont participé. »
Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

La Presse
cyberpresse.ca

700
Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
123gofinance.com: À vendre, portail de sites financiers. Investisseurs sérieux seulement. info@123gofinance.com (514) 883-1014.

?? HYPOTHÈQUE REFUSÉE ??
Faites une nouvelle demande "Réponse immédiate - Taux bancaire - Service à domicile, 514-946-4198

ÉQUIPEMENT complet de golf miniature (Rigolfeur). Aubaine! 20 000 \$, 450-966-6682

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT
PROBLÈMES FINANCIERS
1E-2E HYPOTHÈQUE.
450-448-5652

Allergique? Pas de panique!
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ALLERGIES ALIMENTAIRES
Tél./Télec. : (514) 990-2575
www.aqaa.qc.ca

800
Avis

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
AVIS est donné à toutes personnes intéressées que l'inventaire pour la SUCCESSION REGOLO GAGLIACCO, qui est décédé le 26 27 décembre 2002, anciennement de la Ville de Westmount, Québec, est situé au bureau corporatif de la Société CANADA TRUST, 600 de Maisonneuve ouest, suite 2920, Montréal, Québec, H3A 3J2

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS
C.O.M.O. TIRAGE #21
2000 2155 3377 2914 3162 2890 3407

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM
DEMANDE DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie GARAGE LUCIEN INC., s'adressera à l'Inspecteur général des institutions financières afin d'obtenir la permission de se dissoudre, conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies.
Montréal, le 22 mai 2003.
GROSS PINSKY
Procureurs de la compagnie
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie 2616-9318 QUÉBEC INC. demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Me Alain Bélanger
R 850

« En dégageant la SGF de certains projets, Charest joue la crédibilité du Québec »

—Pauline Marois, ex-ministre des Finances

GILLES NORMAND

QUÉBEC - En forçant la Société générale de financement (SGF) à se retirer de certains engagements déjà pris, le premier ministre Jean Charest joue la crédibilité du Québec auprès des milieux financiers étrangers, prévient l'aspirante à la direction du Parti québécois, Pauline Marois.

L'ex-ministre des Finances dans le gouvernement Landry, qui réagissait aux publications selon lesquelles la région de Québec risquait de perdre quelque 500 millions de dollars en investissements de la part de la SGF dans des projets comme l'agrandissement de l'aluminerie Alcoa, à Deschambault, s'en est prise à la manière utilisée par le gouvernement

libéral pour remettre en question des projets « déjà signés » et qui se veut, selon elle, des moteurs économiques de haut niveau.

« Il y a d'abord la manière. La manière est absolument inacceptable. Cela sème l'inquiétude partout dans les milieux économiques. Que vont penser nos partenaires étrangers de l'attitude actuelle du gouvernement et quelle crédibilité aura le gouvernement pour la suite des choses, quand il fera des ententes avec les entreprises ? » a-t-elle indiqué entre deux séances d'une réunion de deux jours des membres de l'aile parlementaire du PQ, au Manoir Montmorency, près de la célèbre chute.

« Je n'ai jamais vu un gouvernement renier comme cela sa signature. J'espère qu'il ne s'agit que d'hypothèses (...) Il y a une pérennité dans les institutions, il y a une responsabilité à cet égard. Quelle crédibilité aura ensuite le gouvernement auprès des entreprises et des institutions économiques du



Pauline Marois

Photothèque PC ©

monde entier ? » se demande la députée de Taillon.

Concernant la démission de son

mari, Claude Blanchet, de la direction de la SGF, qui touchera un an de salaire et une prime de rendement, soit 275 000 \$, ainsi qu'une rente à vie de 80 000 \$ par année à partir du 21 août, M^{me} Marois n'a pas voulu commenter.

« Vous comprendrez que je ne ferai pas de commentaires sur mon conjoint autrement que pour dire ceci : il lui a été confié un mandat par un gouvernement pour contribuer, par l'intermédiaire d'une société d'État, à la création d'emplois et à la croissance économique du Québec. Et il s'est acquitté de son mandat tel qu'on le lui avait confié, et avec des résultats intéressants. Et moi, ce que je peux vous dire, c'est que je suis très fière de ce qu'il a accompli à la SGF », s'est-elle limitée à dire.

Passant à autre chose, M^{me} Marois rappelle que le Québec a connu, l'année dernière, la meilleure croissance économique de tous les États nord-américains et même des pays du G7.

« C'était peut-être dû à certaines

politiques du gouvernement, autant au niveau de l'accélération des investissements publics que de certains projets qui avaient été appuyés par des sociétés d'État. Soyons donc un peu prudents. Je trouve qu'actuellement, le gouvernement ne l'est pas. Parce que même lorsqu'il remet en question certains projets, il ne nous dit pas ce qu'il va faire pour la suite des choses », s'inquiète la députée.

Interrogé sur « l'impasse » de 4,3 milliards mise au jour par le rapport de l'ex-vérificateur Guy Breton, Pauline Marois accuse le gouvernement libéral d'avoir utilisé ce moyen pour « se défilier par rapport aux engagements qu'il a pris à l'égard de la population québécoise durant la campagne électorale ».

« Ils sont allés beaucoup trop loin », ajoute-t-elle, soutenant que 4,3 milliards, « ce n'est pas un trou, c'est une prévision ».

Le caucus du Parti québécois, préparatoire à la session parlementaire qui s'ouvrira le 3 juin, prendra fin aujourd'hui.

Les syndicats d'Air Canada au pied du mur

MARTIN VALLIÈRES
LA PRESSE À TORONTO

LA RÉPONSE des syndicats d'Air Canada — attendue dans cinq jours — au projet d'éliminer quelque 11 000 emplois d'ici trois ans, soit un peu plus du quart de son effectif, pourrait être l'étape la plus décisive à ce jour pour la survie du transporteur menacé de faillite, selon des analystes et observateurs spécialisés.

D'ailleurs, au lendemain de leur rencontre à Toronto avec le président d'Air Canada, Robert Milton, les dirigeants syndicaux ont préféré s'en tenir au mutisme hier.

Ils étaient manifestement occupés à analyser et à présenter rapidement à leurs membres le plan de restructuration draconien qu'on leur a présenté mercredi, derrière les portes closes d'une salle d'un grand hôtel du quartier financier de Toronto.

Les informations qui ont filtré de cette rencontre se résument ainsi : élimination d'ici trois ans d'environ 7500 emplois en plus des 3600 annoncés en mars dernier, réduction permanente de salaires de 15 % pour les pilotes et de 10 % pour les autres em-

ployés, assouplissement significatif de la gestion des horaires de travail, remplacement d'une partie des salaires par une participation aux profits.

Quant à l'exploitation d'Air Canada, le plan présenté aux syndicats comprend une réduction des activités d'environ un quart, avec un chiffre d'affaires réduit à 7,5 milliards de dollars par année comparativement à 10 milliards récemment.

À ce niveau d'activité, et avec environ 29 000 employés au lieu de 40 000 actuellement, Air Canada prévoit pouvoir dégager un profit avant impôt de l'ordre de 600 millions par année.

Et à l'instar des transporteurs qui ont frôlé la faillite comme US Airways, Air Canada pourrait alors remodeler son parc aérien en ajoutant des dizaines de jets régionaux de 90 à 100 places. Ces avions devraient rehausser sa flexibilité d'exploitation en Amérique du Nord, à coûts moindres.

Mais un tel scénario pour Air Canada passera par l'aboutissement de sa restructuration, ce qui pourrait durer jusqu'au début de l'an prochain, selon ses porte-parole. Depuis le 1^{er} avril, Air Canada est en état d'insolvabilité et elle s'est réfugiée sous la protection de la Loi des arrangements avec les créanciers des compagnies.

Les procédures à ce sujet devant un juge torontois doivent d'ailleurs reprendre mardi prochain, la journée même où les syndicats devraient faire connaître au médiateur spécial leur réponse au plan d'Air Canada pour réduire ses coûts de main-d'oeuvre.

Entre-temps, du point de vue d'observateurs, le défi lancé aux dirigeants syndicaux chez Air Canada est sans précédent, les mettant au pied du mur.

« La réduction d'emplois prévue est dramatique, certes, mais elle aussi très nécessaire pour l'avenir d'Air Canada. Les débats des prochains jours dans les syndicats seront sans doute acrimonieux, mais j'espère fortement qu'ils se rallieront pour la survie de leur employeur », a dit Karl Moore, spécialiste des transports à la faculté de gestion de l'Université McGill, à Montréal.

Dans le milieu financier de Toronto, un analyste expérimenté du transport aérien, Jacques Kavafian, aussi vice-président d'Octagon Capital, a indiqué que les syndicats d'Air Canada sont maintenant confrontés à l'inévitable. « Au-delà des malheurs qui affectent tout le secteur aérien depuis trois ans, le problème de fond chez Air Canada a toujours été la résistance des syndicats contre les changements susceptibles de réduire ses coûts et de rehausser sa compétitivité », a dit M. Kavafian.

« En fait, la grosse réduction d'effectifs que cible Air Canada, alors que sa survie est en jeu, aurait dû se faire peu après l'acquisition et la fusion de Canadien International. Les syndicats n'avaient rien voulu faire à ce moment-là, avec l'appui du fédéral. Mais s'ils refusent encore cette fois-ci, ça pourrait être la fin de la restructuration. Il n'y aura alors plus un investisseur le moins intéressé à Air Canada. »

Pour le moment, des rumeurs dans le milieu financier à Toronto attribuent à des firmes d'investissement un certain intérêt envers la restructuration d'Air Canada, et la possibilité d'acquérir une part majeure du capital-actions pour une bouchée de pain.

On fait état notamment de Teachers, la caisse de retraite multi-milliardaire des enseignants de l'Ontario, et du conglomérat torontois Onex, dirigé par Gerry Schwartz, qui avait tenté d'ailleurs il y a trois ans une prise de contrôle d'Air Canada et de sa concurrente Canadien International.

On s'interroge aussi à Toronto sur les intentions de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui s'était retrouvée l'un des principaux actionnaires d'Air Canada après avoir financé la défense d'Air Canada contre Onex.

LE SOLDE
RÉNOVATION
HARRY ROSEN
AU CENTRE ROCKLAND

JUSQU'À
60 % *DE RABAIS*
DANS TOUS NOS RAYONS

Obtenez jusqu'à 60 % de rabais sur toute une gamme de vêtements griffés pour hommes. À vous de choisir parmi une remarquable sélection de complets, vestons sport, pantalons, chemises habillées, cravates et vêtements décontractés offerts en solde à notre emplacement provisoire au Centre Rockland. Il est situé au rez-de-chaussée près de l'aire de restauration.

Rabais offerts sur les prix courants. Service de retouche en sus pour les articles dont le prix est réduit de 50 % ou plus.

HARRY ROSEN



À VOS AFFAIRES

Pour mieux vivre avec votre argent

Celestica se prépare au retour de jours meilleurs



MICHÈLE BOISVERT
PROFIL BOURSIER

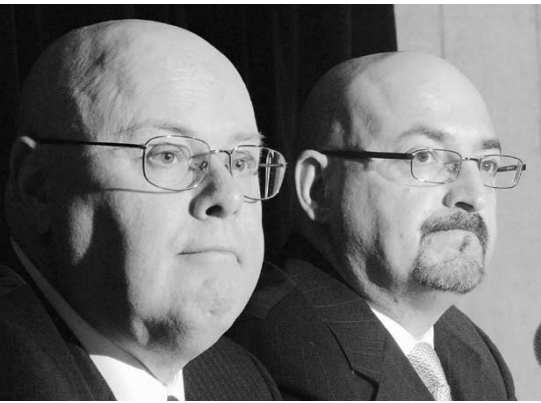
Anthony Puppi, le chef des finances de Celestica, est à Montréal ce matin. Au cours de cette visite éclair, M. Puppi rencontrera les principaux investisseurs institutionnels montréalais, histoire de les mettre à jour sur les récents développements de son entreprise.

Celestica fabrique, en sous-traitance, des composants électroniques. Détenu majoritairement par le holding torontois Onex, qui contrôle 85 % des votes, Celestica a enregistré en 2002 des revenus de 8,3 milliards de dollars américains. Quoique importants, ces revenus sont néanmoins en baisse de 17 % par rapport à l'année précédente. C'était la première fois que Celestica affichait une baisse de revenus depuis son entrée en Bourse en 1998.

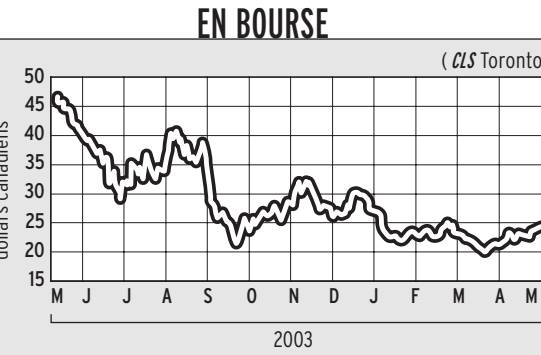
Ce fléchissement des revenus est étroitement lié à la surcapacité qui afflige le secteur des télécommunications. L'entreprise torontoise tire en effet 45 % de ses revenus de l'industrie des télécommunications. Des équipementiers comme Lucent, Alcatel, Cisco et Juniper Networks sont parmi les clients de Celestica. La fabrication de composants entrant dans les serveurs informatiques et les cartes mères des ordinateurs représente d'autre part 26 % des revenus de Celestica, qui compte parmi ses clients des géants comme IBM et Hewlett-Packard.

« Celestica est une entreprise dont le bilan est extrêmement solide. Elle est très bien positionnée pour profiter de la reprise, lorsqu'enfin elle se concrétisera », déclare Pierre-Yves Terrisse, analyste chez Valeurs mobilières Desjardins.

Dans son rapport de recherche,



Le président du conseil et chef de la direction de Celestica, Eugene Polistuk (à gauche) et le chef de la direction financière, Anthony Puppi, lors de l'assemblée des actionnaires.



Source : Bloomberg

L'analyste souligne que Celestica dispose de 1,8 milliard US de liquidités, ce qui équivaut à 7,70 \$ US par action. Parmi les cinq plus importants fabricants de composants au monde, c'est Celestica qui affiche le plus faible ratio d'endettement par rapport à sa capitalisation boursière. Enfin, Pierre-Yves Terrisse souligne que la valeur comptable de Celestica équivaut à 9,56 \$ US l'action.

Une reprise attendue

Le bilan a beau être sain, il faudra cependant que la reprise soit au rendez-vous. La faiblesse persistante de l'économie affecte les marges d'exploitation de Celestica et diminue l'utilisation de sa capacité

de production. Au premier trimestre de 2003, les usines de Celestica ne tournaient qu'entre 45 et 50 % de leur capacité.

« Les résultats du premier trimestre, tout comme les prévisions pour le reste de l'exercice 2003, ont été sous nos attentes », écrit Jeff Rath, analyste chez Canaccord Capital. « Les marges brutes tout autant que les marges nettes ont continué à se détériorer au cours de cette période. Les prévisions fournies par la direction indiquent que cette détérioration va se poursuivre tout au long de l'exercice 2003. »

Cette pression à la baisse sur les marges s'explique, selon M. Rath, par la faible capacité d'utilisation des usines de Celestica, les pertes

enregistrées avec ses activités européennes et les coûts de démarrage de nouveaux programmes. Celestica cherche à diminuer sa dépendance envers les télécommunications et l'informatique. Voilà pourquoi elle investit en vue d'étendre son offre de services à d'autres secteurs, comme l'industrie automobile ou les équipements médicaux.

Michael Urlocker, analyste chez UBS Warburg, ne croit pas que les dépenses engagées par Celestica pour diversifier son offre rapporteront beaucoup à court terme. « Nous croyons que les efforts déployés par Celestica pourront éventuellement engendrer une hausse des revenus. Il y a cependant des risques élevés que le volume d'af-

aires générés par ces nouveaux programmes demeure plutôt modeste. »

L'analyste de UBS vient d'ailleurs de réviser à la baisse sa recommandation sur le titre de Celestica, la faisant passer de « neutre » à « réduire ».

« Nous n'entrevoyons aucune reprise à court terme pour le secteur des télécommunications, tout comme pour celui des technologies de l'information. De plus, l'entreprise torontoise fait face à une concurrence féroce et croissante des pays asiatiques. Enfin, nous croyons que Celestica a perdu des parts de marchés auprès d'importants clients comme Cisco et Hewlett-Packard. »

Celestica est tout à fait consciente de la menace que représente la concurrence asiatique. Voilà pourquoi elle déplace de plus en plus sa production vers ses usines situées dans les pays où les coûts de production sont plus faibles, soit vers l'Asie, l'Europe centrale et le Mexique.

« En ce moment, 55 % de la production de Celestica est concentrée dans des pays où les coûts de production sont peu élevés », souligne Pierre-Yves Terrisse. « La direction de Celestica veut augmenter ce pourcentage à 70 % d'ici la fin de 2003. »

« Celestica a par ailleurs procédé à d'importantes restructurations en 2001 et 2002 », poursuit l'analyste de Valeurs mobilières Desjardins. « Le redressement de ses opérations européennes devrait être terminé au cours du troisième ou quatrième trimestre de 2003. À mon avis, Celestica devrait récolter les fruits de ses efforts dès le début de l'exercice 2004. »

À l'encontre de Michael Urlocker, Pierre-Yves Terrisse a une recommandation d'achat sur le titre de Celestica, alors que Jeff Rath recommande pour sa part de le conserver.

Les cours cibles des trois analystes varient entre 10 \$ US et 12 \$ US. L'action de Celestica a clôturé hier à 13,61 \$ US à New York et à 18,64 \$ à Toronto.

Le PIB du Québec poursuit sa hausse

Presse Canadienne

QUÉBEC — Le produit intérieur brut (PIB) du Québec a augmenté de 0,4 % en février, après une hausse de 0,2 % en janvier et une baisse de 0,2 % en décembre.

Selon l'Institut de la statistique du Québec, l'augmentation enregistrée en février est la septième en huit mois. L'augmentation de février 2002 à février 2003 a été de 3,4 %.

Par ailleurs, la production moyenne des deux premiers mois du premier trimestre excède de 0,3 % celle du trimestre précédent, et de 3,7 % celle des mêmes mois de 2002.

En 2002, la croissance du PIB a atteint 3,9 % au Québec et 3,2 % au Canada.

En février, la production des industries de biens a augmenté de 1,1 %, tandis que celle des industries de services demeure stable.

Les industries principalement responsables de la hausse du PIB en février sont le secteur manufacturier, notamment l'industrie du matériel de transport, la construction résidentielle, le commerce de détail, ainsi que les arts, spectacles et loisirs.

Des baisses sont observées dans les industries du commerce de gros, des services et de l'énergie électrique.

Les services sont moins chers au Canada qu'aux États-Unis

JACQUES BENOÎT

Le coût moyen des services est inférieur, au Canada, de 8 % à ce qu'il est aux États-Unis, mais, inversement, les biens de tous genres coûtent aux consommateurs canadiens 3 % de plus qu'aux consommateurs américains.

Telle est, en gros, l'une des principales conclusions d'une étude de Statistique Canada sur le pouvoir d'achat des consommateurs des deux pays (*Les Canadiens paient-ils plus que les Américains pour les mêmes produits ?*).

Réalisée à partir de données sur plus de 160 produits et services, l'étude porte sur cinq années (1985, 1990, 1993, 1996 et 1999). Les moyennes dont il y est question tiennent donc compte des données pour ces cinq années.

Les comparaisons de prix, elles, sont faites en exprimant les prix au Canada en dollars américains, selon le taux de change annuel moyen.

Ce qui est significatif

Si le coût des services (dont le bâtiment et les services publics), qui sont difficilement échangeables, est moindre (- 8 %) au Canada,

l'explication en est sans doute que « la prestation de services » demande une main-d'œuvre abondante et que les salaires sont moins élevés de ce côté-ci de la frontière, note l'agence.

Et statistiquement, il y a là un écart significatif, note-t-elle.

Pour ce qui est des biens, Statistique Canada les range en deux catégories, à savoir les produits échangeables « normalisés », ou standardisés, tels les produits alimentaires, et les autres produits échangeables, mais « différenciés », par exemple les machines, les équipements divers, les voitures, etc., dont il existe de nombreux modèles.

Dans le cas des produits normalisés, leur coût, légèrement supérieur au Canada (+ 2 %), n'a rien de significatif. « Cela accrédite l'argument selon lequel les pressions de la concurrence tendent à égaliser les prix de produits identiques », note Statistique Canada.

Il en va différemment pour les produits différenciés, que les consommateurs canadiens paient nettement plus cher (+ 4 %, soit une moyenne de + 3 % pour tous les produits) que les consommateurs américains.

Le taux de change

Tous les prix étant exprimés en dollars américains, l'appréciation du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine se

traduit, pour les Canadiens, par une augmentation des prix.

Inversement, le recul de la devise canadienne entraîne une baisse des prix payés au Canada, une fois ceux-ci exprimés en dollars américains.

Le taux de change est ainsi « le principal facteur » de ces fluctuations, puisque les prix sont donnés en dollars américains, expliquait hier dans une entrevue accordée à *La Presse Affaires* l'économiste Jean Baldwin, coauteur de cette étude avec Beiling Yan, économiste lui aussi.

« Quand le taux change, le prix en dollars canadiens ne change pas », dit-il.

Ainsi, en 1985, au cours d'une période de dévalorisation du dollar canadien (de 1980 à 1986), « il en coûtait 9 % de moins pour acheter une voiture au Canada », signale l'étude.

Puis le dollar canadien s'apprécia de 1986 à 1991, si bien qu'en 1990, le coût des véhicules automobiles était supérieur de 15 % au Canada.

Enfin, en 1999, après une longue période de recul du dollar, ce coût était devenu inférieur de 13 % de ce côté-ci de la frontière.

L'ensemble des données utilisées pour l'étude sont tirées du Programme de parité de pouvoir d'achat, lequel sert, normalement, à l'établissement des prix permettant de calculer et de comparer le produit intérieur brut (PIB) de divers pays, explique Jean Baldwin.



SAVOIR PENSER À LONG TERME

Les « bons taux hypothécaires de lancement » vous coûtent plus cher à long terme.

Certains taux hypothécaires de lancement ne sont offerts que pour une période ne dépassant généralement pas neuf mois, avant de grimper. Chez RBC Banque Royale®, vous bénéficiez de nos meilleurs taux sans négociateur, et ce, pour toute la durée de votre terme. Vous pourriez ainsi économiser 5 000 \$ ou plus en frais d'intérêt et vous libérer de votre hypothèque jusqu'à douze mois plus tôt. C'est ce qu'on appelle une vraie bonne hypothèque! Pour plus de renseignements, appelez au 1-877-ROYAL® 7-0 (1 877 769-2570), consultez le www.rbcbanqueroiyale.com/hypothèque ou demandez la visite d'un conseiller en prêts hypothécaires.

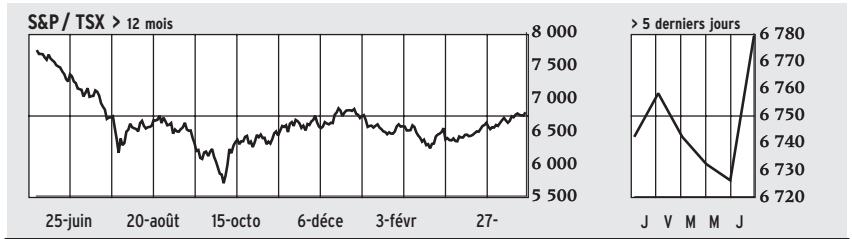


Une société membre de RBC Groupe Financier

Les meilleurs taux offerts* par RBC Banque Royale

6 mois : 4,40 %	4 ans : 5,09 %	5 ans : 5,24 %	7 ans : 5,69 %
-----------------	----------------	----------------	----------------

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
6 730,51	6 793,83	6 726,40	6 779,34	0,79%	-11,25%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 328	GAINS	651	PERTES	459	INCHANGÉES	218
-------------------	-------	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	7 725,08	5 678,28	(millions)	254	213

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	113,57	-0,41	Prod. consom. discrét.	72,44	1,03
Matériaux de base	109,47	0,93	Services de télécom.	54,19	1,17
Énergie	128,03	1,81	Prod. consom. de base	155,35	0,87
Produits industriels	5989921	9,32	Service publics	139,35	1,04
Tech. de l'information	60,61	0,07	Soins de santé	65,07	1,16
	18,27	0,44			

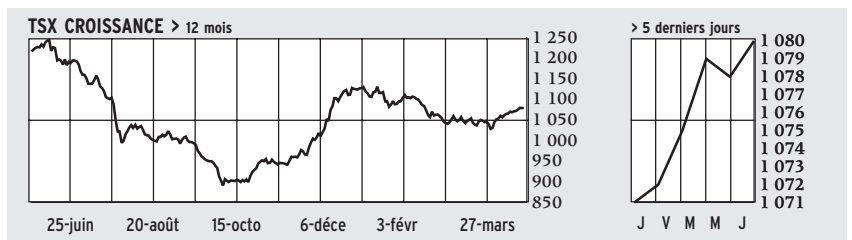
AUTRES INDICES CANADIENS							
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	385,69	3,34	0,87	S&P / TSX Moyen. Cap.	428,26	3,18	0,75
S&P / TSX Petites cap.	440,75	0,18	0,04	DJ Can. Titans (40)	1 003,03	7,89	0,79

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
NORTEL NETWORKS	24724947	4,13	0,13	ELDORADO GOLD COR	4350332	2,30	0,15
BOMBARDIER/B	12307924	3,93	-0,17	BCE INC	4097459	29,08	0,89
METRAMEX CORP	6753819	14,05	0,24	FXM MINING CO INC	2722944	6,40	-0,05
KINROSS GOLD CORP	5989921	9,32	-0,11	BANQUE T-D	2647664	35,64	-0,83
ABITIBI-CONSOL.	4590586	8,92	0,32	BARRICK GOLD CORP	2131341	25,16	-0,02

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
BIOMIRA INC	540470	2,47	13,30	BIOVAIL CORP.	654816	62,63	3,52
HOLLINGER INC	5189	4,40	11,39	FAIRFAX FINANCIAL	107260	120,90	3,10
INDIGO BOOKS & MU	61803	4,75	9,20	MAGNA INTERN/A	230175	89,35	2,99
B SPLIT II C/A	4300	10,66	7,57	BURLINGTON RESOUR	1000	70,72	2,22
ID BIOMEDICAL	83382	14,39	7,55	AT&T CANADA-CL A	3284	39,34	2,21

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
ACD SYSTEMS INTL	63133	2,58	-8,83	CHUM LTD -CL B	14580	53,00	-1,00
HUSKY INJECTION	178675	5,55	-6,09	MULLEN TRANSP.	30195	31,00	-1,00
DANIER LEATHER	504600	10,00	-4,76	CAN IMP. BK OF	741937	48,65	-0,95
EMJ DATA SYSTEMS	6517	3,60	-4,76	TORONTO-DOM.BK	2647664	35,64	-0,83
APOLLO GOLD CORP	575900	3,05	-4,69	TESMA INTERN/A	11353	25,75	-0,75

BOURSE DE CROISSANCE TSX



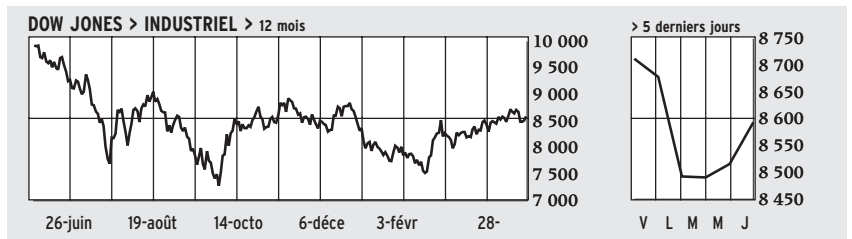
HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 077,87	1 082,53	1 076,53	1 079,53	0,10%	-11,22%

ACTIONS NÉGOCIÉES	860	GAINS	316	PERTES	285	INCHANGÉES	259
-------------------	-----	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 256,23	887,29	(millions)	33	39

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
HATHOR EXPLORAT.	948206	0,33	-0,04	COPPER RIDGE EXPL	412000	0,06	0,00
KENSINGTON RES.	1049929	0,98	-0,27	SHORE GOLD INC	398187	0,89	-0,07
POINTS INTERVAT	510975	1,28	0,11	CANADIAN IMPERIAL	397000	0,07	0,00
BRALORNE-PIONEER	459875	0,27	0,02	BISHOP RESOURCES	373000	0,10	0,00
NORTH PACIFIC GEO	421000	0,03	0,00	SPIDER RESOURCES	331500	0,10	0,00

NEW YORK



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 516,99	8 628,14	8 509,22	8 594,02	0,91%	-15,40%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 465	GAINS	2 188	PERTES	1 090	INCHANGÉES	187
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 217,67	7 197,49	(millions)	1 458	1 440

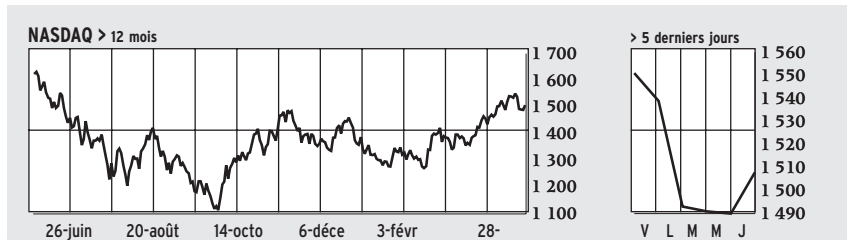
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	931,87	8,45	Dow Jones serv. publics	236,48	3,89
S&P 100 composé	469,38	4,18	AMEX composé	917,64	1,62
Dow Jones transport	2 366,78	10,39	Russell 2000	415,09	4,36

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
LUCENT TECHNO.	30513500	2,55	0,09	AOL TIME WARNER	18718000	14,35	0,69
ALTRIA GROUP INC	29695900	41,05	2,75	HEWLETT-PACKARD	16510800	18,46	0,52
A T & T WIRELESS	20533400	7,50	0,47	NORTEL NETWORKS	13756100	3,01	0,05
SPRINT CORP-PCS G	1451700	4,57	0,48	GENERAL ELECTRIC	12626700	27,73	0,13
PFIZER INC	19307300	32,16	0,66	AGERE SYSTEMS/A	11083200	2,43	0,15

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
ENZO BIOCHEM INC	799800	21,67	20,12	BERKSHIRE HATHA/B	5170	2446,0	19,00
ELAN CORP PLC -SP	5169900	5,60	19,15	WHITE MOUNTAINS	10900	397,50	5,75
TRITON PCS JA	541700	4,10	17,14	CENX CORP	1435500	74,30	4,23
SAFEGUARD SCIEN	479400	2,40	13,21	KB HOME	1964100	55,36	4,15
TRANSPORTADOR	73000	2,60	13,04	ENZO BIOCHEM INC	799800	21,67	3,63

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
NATUZZI SPA-SP AD	612500	8,00	-13,98	ALEXANDER'S INC	26000	79,40	-3,85
USG CORP	3988000	10,55	-11,42	ALLEGHANY CORP	4000	173,00	-2,98
AK STEEL HOLDING	1287200	3,03	-10,88	MARKEL CORP	120800	245,40	-2,70
ENPRO INDUSTRIES	295900	7,80	-10,76	BARNES GROUP INC	182000	19,37	-1,42
DJ ORTHOPEDICS	39800	6,16	-9,41	LEXMARK INTERN.	2225500	69,95	-1,40

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 493,39	1 512,80	1 489,08	1 507,55	1,19%	-9,91%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 392	GAINS	1 940	PERTES	1 214	INCHANGÉES	238
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 697,77	1 108,49	(millions)	1 785	1 582

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 354,36	-0,92	Industrielles	1 155,64	15,62
Banques	2 343,53	-6,49	Télécomm.	135,56	2,01
Finances	106,00	2,50	Transports	1 426,89	18,08

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
SIRIUS SATELLITE	139395500	1,25	0,18	APPLIED DIGITAL S	18862900	0,41	0,05
MICROSOFT CORP	64722200	24,17	0,13	ORACLE CORP	15406600	12,29	0,18
INTEL CORP	36994200	18,77	-0,08	NEXTEL COM./A	15175200	14,90	0,43
CISCO SYSTEMS INC	33890200	15,92	0,23	ALLEGIANCE TELECO	14831600	0,09	-0,03
SUN MICROSYS	27975900	4,16	-0,05	CIENA CORP	14587200	4,97	-0,40

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
VINA TECHNOLOGIES	162000	0,30	114,29	SYNOPSYS INC	8865400	59,13	8,24
COAST FEDERAL LIT	316200	0,02	100,00	NEW CENTURY FINAN	2020800	45,69	5,24
ENVOY COMMUNICATI	736700	0,29	93,33	HOTELS.COM-CL A	350400	85,36	3,86
BLUEFLY INC	2321400	1,37	61,18	EXPEDIA INC-WT09	24900	48,10	3,54
MOTORCARS AUTO	124400	0,24	60,00	HI-TECH PHARMAC.	452400	35,15	3,13

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
GMX RESOURCES	6400	0,06	-57,14	QUALITY SYSTEMS I	405700	28,58	-3,37
PENN TRAFFIC COMP	119200	0,14	-53,33	COMMERCIAL NATL F	4900	29,69	-3,32
ALLEGIANCE TELECO	14831600	0,09	-27,44	CASS INFORMATION	3100	29,21	-2,79
MFR INC	3100	1,65	-22,17	NOLAND CO	6600	45,57	-2,68
AVAX TECHNOLOGIES	275600	0,20	-20,00	PENNS WOODS BANCO	9100	45,80	-2,40

NASDAQ CANADA					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
268,50	270,45	267,60	268,55	-0,17%	-7,24%

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	292,32	172,89	(millions)	45	41

Source: Bloomberg

INVESTIR

Conrad Black vend des millions d'actions de Hollinger

Presse Canadienne

NEW YORK — Assailli de questions au sujet de son empire pendant l'assemblée annuelle des actionnaires de Hollinger International hier, le magnat de la presse Conrad Black a indiqué qu'il allait vendre plusieurs millions d'actions de Hollinger à des investisseurs institutionnels.

L'entreprise a aussi laissé savoir que Conrad Black allait éventuellement renoncer à ses actions avec droit de vote multiple, une décision qui a propulsé le cours de Hollinger en Bourse. Les investisseurs ont fait grimper le titre de 45 cents à la Bourse de Toronto. L'action a terminé la journée d'hier à 4,40 \$ après un gain de près de 12 %.

Southeastern Asset Management achètera entre 5 et 10 millions d'actions de Hollinger International de catégorie A qui appartiennent à Hollinger, de Toronto, au prix de 11,60 \$ US. Le conglomérat canadien contrôle Hollinger International, propriétaire des quotidiens *Chicago Sun-Times*, *Jerusalem Post* et *London Telegraph*.

Southeastern Asset Management, de Memphis, au Tennessee, possède déjà 17,25 millions d'actions de catégorie A de Hollinger International, soit 23,9 % des actions de ce type en circulation.

Hollinger détient 31,4 % des actions de catégorie A, mais l'entreprise et Conrad Black contrôlent la totalité

des 15 millions d'actions de catégorie B qui procurent toutes 10 fois plus de droits de vote que les actions de catégorie A. Conrad Black contrôle donc 70 % des votes.

Selon ce qui a été annoncé hier, l'emprise de Conrad Black sur Hollinger International diminuera à 35 % pendant trois ans et demi, puis les actions de catégorie B procureront deux fois plus de votes que celle de catégorie A pour une période de 18 mois. Par après, chaque action de catégorie B sera convertie en une action de catégorie A.

De plus, Ravelston, la société privée de Conrad Black, dont les frais de gestion qu'elle facture à Hollinger International ont soulevé l'ire des actionnaires dans le passé, facturera désormais des frais fixes annuels de 20 millions US.

Mardi, Hollinger International a dévoilé un profit de 2,3 millions US pour son premier trimestre de l'exercice grâce à une hausse des revenus de l'ordre de 5,4 % par rapport à la même période l'année dernière. L'entreprise avait rapporté une perte de 104 millions US au premier trimestre de 2002.

Hollinger a profité du dévoilement de ses résultats trimestriels mardi pour annoncer qu'en raison d'une baisse de ses liquidités, elle ne serait pas en mesure de satisfaire les détenteurs de certaines catégories d'actions qui voudraient les convertir en argent.

Thératechnologies veut couper dans le gras

DENIS ARCAND
darcand@lapresse.ca

THÉRATECHNOLOGIES, de Montréal, a annoncé hier qu'elle lance une nouvelle étude clinique qui pourrait ouvrir un nouveau domaine thérapeutique pour son médicament vedette ThGRF. Ce médicament expérimental est une petite molécule chimique qui stimule la production naturelle d'hormone de croissance. Une des vertus de cette hormone est de « brûler » le gras.

Le ThGRF est déjà à l'essai clinique contre quatre maladies. La firme de Saint-Laurent estime maintenant que le ThGRF peut aussi combattre la lipodystrophie liée au VIH.

Cette condition est le prix à payer pour presque la moitié des séropositifs chez qui la trithérapie à long terme fonctionne. « Le cocktail de médicaments antiviraux empêche les séropositifs de devenir sidéens et prolonge leur espérance de vie, mais leur qualité de vie en souffre en raison de divers changements physiques et métaboliques indésirables », a dit hier Thierry Abrisbat, chef de la direction scientifique de Thératechnologies.

La compagnie lance donc une étude clinique sur 60 patients volontaires (le premier a été recruté hier), pour voir si le ThGRF a le pouvoir de contrer ces effets secondaires, dont certains sont une déformation corporelle très dure pour le moral des patients, dit M. Abrisbat. « D'une part, il y a une perte de graisse sous-cutanée. Cela fait, par exemple, des bras maigres. Mais d'autre part, il y a une forte accumulation de graisse abdominale. »

L'autre effet secondaire visé est l'augmentation du « mauvais » cholestérol, qui rend les patients vulnérables aux infarctus.

Selon Thératechnologies, les vertus antiadipeuses et anticholestérol seraient idéales pour contrer la lipodystrophie.

La firme pharmaceutique suisse Sérono produit une hormone de croissance « recombinante » (obtenue par manipulation génétique). Elle l'essaie en ce moment contre la lipodystrophie liée au VIH et ses résultats sont encourageants. M. Abrisbat estime que le ThGRF de Thératechnologies serait plus utile que l'hormone de croissance de Sérono. « Les hormones de croissance recombinantes sont contre-indiquées pour les patients qui font de l'intolérance au glucose (une condition prédiabète), qu'on voit souvent chez les séropositifs souffrant de lipodystrophie, précisément les gens qu'on veut soigner. »

Ce problème n'en serait pas un pour le ThGRF : une étude clinique récente a montré que le ThGRF est sans danger pour les diabétiques.

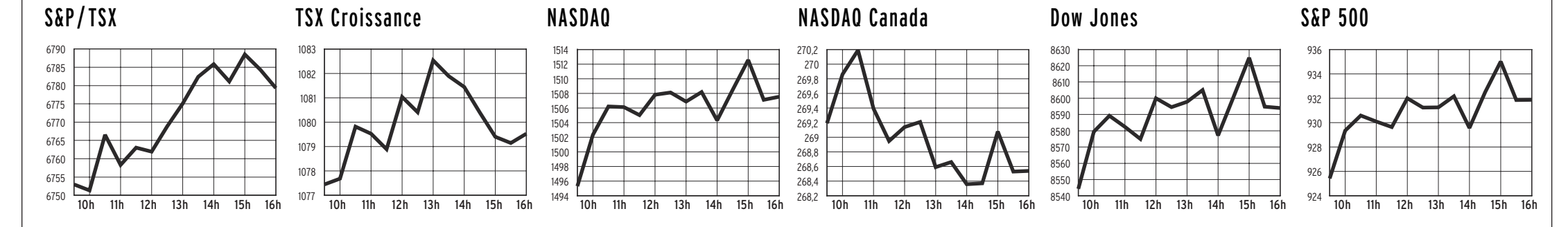
La lipodystrophie liée au VIH représente un petit marché d'au plus 500 000 personnes aux États-Unis.

Mais l'enjeu à long terme est beaucoup plus grand, dit M. Abrisbat. « Si le ThGRF marche dans ce cas-ci, c'est une porte d'entrée dans un marché beaucoup plus vaste. Ce serait un signe très encourageant que le ThGRF agirait contre le syndrome métabolique. »

Ce syndrome touche de très nombreuses personnes qui ont entre 40 et 50 ans : à cet âge, la production d'hormones de croissance baisse beaucoup, alors ils prennent du poids, voient leur cholestérol monter et sont menacés par le diabète de type 2. Si le ThGRF est efficace pour « brûler » le gras, ce sera « un marché potentiel très vaste », dit M. Abrisbat.

L'action de Thératechnologies a

LA BOURSE D'HEURE EN HEURE



NEW YORK

A - B					C					D - F					G					H - J					K - M					N - Q					R - S					T - Z						
Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ch. %	Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ch. %	Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ch. %	Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ch. %	Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ch. %	Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ch. %	Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ch. %					
AAR	390	4.56	3.96	4.00	0.06	BeckDck	40	8176	3823	37.94	0.01	ConAgra	19	5.96	5.91	5.95	0.07	K2Inc	30	1372	9.15	8.88	9.12	0.12	NikeB	56	16745	5248	51.76	52.24	0.39	Rowan	16536	2491	24.34	24.47	0.44	Teleme	42e	80	1848	18.17	18.30	0.29		
ACM	452	9.25	9.20	9.22	0.02	BellSouth	84	24699	26.75	26.14	26.50	0.01	France	12	2387	17.81	17.71	0.09	K3Inc	30	12157	55.98	51.46	56.36	0.41	NipponT	21e	1045	10.91	10.78	10.90	0.46	Rocka	1.72n	969	44.94	44.22	44.25	-0.15	TempPlu	136f	3865	45.51	45.59	46.44	0.85
ACM IMI	51	488	5.12	5.01	0.02	Bemis	112	2651	45.54	46.40	46.51	0.59	FreemacT	2.64	16044	41.46	40.60	41.41	0.79	KLM	11e	4520	7.75	7.45	7.82	0.62	Rocka	30e	66457	16.97	16.56	16.87	0.30	TeneHlt	35e	191	25.13	24.89	25.04	0.29						
AES CP	2914	7.24	6.71	7.04	0.14	Berners	76e	1700	16.70	17.10	17.05	0.05	FMCG	36	18361	20.52	20.55	20.55	-0.11	KanPpL	3.24n	749	42.17	41.81	41.98	0.48	RyCarb	60	2315	25.36	25.08	25.23	0.02	Terra	53	1830	13.37	13.27	13.40	0.67						
AFILAC	28	18730	32.53	31.88	32.92	0.27	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Ganett	96	8398	75.79	74.94	75.05	0.21	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
ALM	53185	5.44	6.30	6.21	0.27	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
AOL TW	28196	14.41	13.65	14.35	0.69	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
ASA Ltd	60a	811	36.60	37.73	38.10	0.65	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
ATA & TS	75	4260	16.66	18.19	18.56	0.12	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
ATT D28	302	25.52	25.40	25.41	0.02	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
ATX	676	4484	13.78	13.78	0.00	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
AbtHl	981	3638	4.25	4.41	41.95	0.55	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
AbtHl g	40	3530	6.55	6.38	6.49	0.12	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Accem	6743	16.79	16.10	16.77	0.15	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
AdamsEx	70e	691	11.18	11.00	11.15	0.05	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
AMD	38261	7.20	7.03	7.05	0.05	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
Aegion	36r	10445	9.43	8.76	9.37	0.01	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Aegion	36r	10445	9.43	8.76	9.37	0.01	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Agilent	21796	16.25	16.55	16.16	0.31	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
Agnicor g	031	914	3.19	11.07	11.09	0.26	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Albany	16	7853	20.56	20.38	20.57	0.01	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Albino	1545	16.15	17.45	18.05	0.56	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
Albino	22	1116	24.40	23.47	23.75	0.25	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Albino	42	1871	51.00	50.25	50.82	0.57	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Albino	1871	21.32	20.24	21.24	0.53	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
Alco	6156	30.00	29.90	29.92	0.00	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
Alcatel	80	1873	8.85	7.87	8.04	0.22	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00						
Alcoa	60514	23.95	23.98	23.92	0.00	BerkH	68	2929	28.76	29.10	0.35	Gap	99	78032	17.70	16.49	17.20	0.55	KayInd	59	386	3.86	3.86	3.82	0.20	Shinb	52e	1964	18.90	18.90	19.43	0.59	ThmBt	39e	188	24.55	24.55	24.55	0.00							
AllegCP	330n	41175	50.																																											

E DE CROISSANCE TSX C

Ferm.	Nét	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Nét	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Nét
0.36	-0.04	Rainbow Gold	20	0.07	0.07	0.07	0.07	LTC Energy Inc	88	0.02	0.02	0.02	0.02

[illegible]

FONDS

Suite de la page D 8

[illegible]

DaimlerChrysler abandonne un projet de 1,6 milliard à Windsor

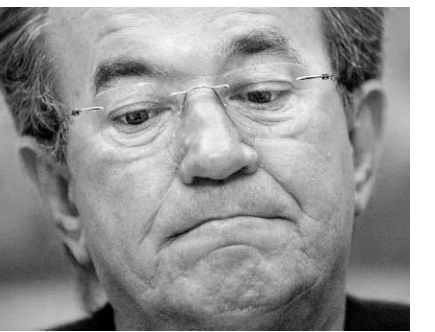
Presse Canadienne

TORONTO — Le constructeur DaimlerChrysler AG abandonne un projet de 1,6 milliard de dollars portant sur une nouvelle usine d'assemblage à Windsor, en Ontario, et qui aurait créé 2500 emplois.

La division nord-américaine du groupe germano-américain réalisera par contre un investissement, déjà prévu, de 1,4 milliard à son usine de Brampton, a annoncé la compagnie, mercredi soir.

« Les présentes conditions du marché de l'automobile créent un obstacle insurmontable », a affirmé hier Dieter Zetsche, président de la division Chrysler.

La demande est trop faible aux États-Unis et cela affecte spécialement le type de véhicule envisagé pour Windsor, une camionnette compacte de modèle M-80, a expliqué l'homme d'affaires.



CP ©

Buzz Hargrove, président des TCA, a affirmé que le syndicat était « incroyablement mécontent et frustré ».

Les chances sont « bien minces » pour que ce véhicule apporte un « retour raisonnable » sur l'investissement, a ajouté M. Zetsche.

Pour le moment, le constructeur ne prévoit pas non plus construire

ailleurs l'usine de camionnettes. À Brampton, le projet a pour but d'adapter l'usine à la production d'automobiles de types Dodge Magnum et Chrysler 300C, à roues motrices à l'arrière, à la place des modèles qui y sont actuellement assemblés.

Le projet de Windsor avait été annoncé en octobre dernier, à la fois par l'entreprise et les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), à la fin des négociations pour renouveler la convention collective.

Les TCA très mécontents

Hier, Buzz Hargrove, président des TCA, a affirmé que le syndicat était « incroyablement mécontent et frustré ».

Il a blâmé surtout les gouvernements, fédéral et ontarien, qui devaient contribuer pour 350 millions

au projet de Windsor, pour lequel DaimlerChrysler misait aussi sur un effort des fournisseurs.

Selon M. Hargrove, les deux ordres de gouvernement « ont échappé le ballon » en proposant une aide insuffisante au constructeur, citant aussi la « procrastination » du ministre fédéral de l'Industrie, Allan Rock, et de son homologue provincial Jim Flaherty.

Si Dieter Zetsche a évoqué l'état général du marché à l'appui de la décision, le syndicaliste estime qu'il fait ainsi preuve de « diplomatie ».

À Ottawa, M. Rock a rétorqué que ses fonctionnaires avaient mené des discussions « très constructives » avec DaimlerChrysler.

Le choix d'abandonner le projet, a plaidé M. Rock, « ne tient nulle-

ment à ce que le gouvernement a pu faire ou ne pas faire, mais plutôt à sa propre évaluation du marché par la société ».

Le constructeur aura encore un « interlocuteur très intéressé » devant lui s'il veut reprendre les discussions, a ajouté M. Rock.

Jusqu'à la semaine dernière en core, a noté M. Hargrove, la société parlait du projet « de manière très positive ». C'est pourquoi un abandon pareil montre que le Canada « a perdu une autre occasion formidable » de stopper le déclin du secteur automobile au pays.

Ce qui amène le patron des TCA à s'inquiéter quant aux intentions de Ford qui a aussi un projet en Ontario, à Oakville. Le constructeur envisage d'y accroître ses activités ces prochaines années et ce projet a également besoin de l'aide des pouvoirs publics.

Réductions d'impôts: Bush satisfait malgré tout

Agence France-Presse.

WASHINGTON — George W. Bush n'a obtenu du Congrès que la moitié des réductions d'impôts souhaitées mais a quand même affirmé hier qu'elles aideront à relancer l'économie américaine et créer des emplois.

Avant même le vote formel des 350 milliards de dollars américains de réductions d'impôts par le Congrès, le président américain s'est offert un tour d'honneur dans les couloirs du Capitole, siège du Congrès américain.

Ce programme est « bon pour les travailleurs américains, bon pour les familles américaines, bon pour les investisseurs américains et bon pour les entrepreneurs américains », a lancé M. Bush.

Les sénateurs et représentants républicains, le parti du président, se sont entendus mercredi pour réduire les impôts de 350 milliards US. Ils disposent de la majorité à la Chambre des représentants et d'une voix d'avance au Sénat et l'adoption ne fait guère de doute, quelques sénateurs démocrates étant également prêts à le voter.

Mais George W. Bush avait demandé en janvier 726 milliards US de réductions d'impôts sur 10 ans, soit deux fois plus, et avait qualifié il y a quelques semaines le chiffre de 350 milliards US de « vraiment tout petit ».

BOURSE DE MONTRÉAL - OPTIONS CANADIENNES

[illegible]

CONTRATS À TERME

[illegible]